

Le « bon deal » d'EDF en Grande-Bretagne fait grincer des dents

LE MONDE ECONOMIE | 09.10.2014 à 11h32 • Mis à jour le 15.10.2014 à 14h59 |

Par **Eric Albert** ([journaliste/eric-albert/](#)) (Londres, correspondance)



| LE MONDE ECONOMIE

EDF aura réussi à allier contre lui une partie du patronat britannique et les antinucléaires. L'électricien français a obtenu mercredi 8 octobre le feu vert de la Commission européenne pour la construction de deux centrales EPR à Hinkley Point, dans le Somerset (ouest de l'Angleterre). Bruxelles a estimé que le prix de l'électricité garanti, que lui apporte le gouvernement britannique, ne constituait pas une aide d'Etat.

Joaquin Almunia, le commissaire européen à la concurrence, s'est contenté de légèrement durcir les conditions du soutien britannique, imposant à EDF de mieux partager ses revenus avec les consommateurs britanniques en cas de profits excessifs. Henri Proglio, le président d'EDF, ne cache pas sa satisfaction : « *La décision de Bruxelles n'a pas d'impact sur notre contrat avec le gouvernement britannique.* »

EDF va donc bénéficier pour son électricité d'un prix de 92,5 livres par mégawatt-heure (117 euros), près du double du prix actuel du marché. Cette garantie, indexée sur l'inflation, va continuer pendant trente-cinq ans, une durée exceptionnelle pour un contrat, même signé par un gouvernement.

De quoi provoquer des crispations chez les Britanniques. « *C'est certainement un bon deal pour EDF, mais c'est le pire accord possible pour les consommateurs britanniques* », attaque Dan Lewis, de l'Institute of Directors, une association patronale. L'homme se dit pronucléaire, mais estime que le coût imposé aux Britanniques par l'électricien français est tout simplement trop élevé. « *Il serait moins cher de pose...*

L'accès à la totalité de l'article est protégé

Déjà abonné ?

Achetez cet article 2 €

Abonnez-vous à partir de 1 €

› [Découvrez l'édition abonnés](#)

